

## Le Délégué général aux droits de l'enfant s'associe à l'initiative suivante du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté



Sous l'impulsion du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, un ensemble d'acteurs, dont le Délégué général aux droits de l'enfant, se fédèrent autour de la question de la gratuité scolaire dans le cadre des négociations pour la formation des prochains gouvernements. A ce stade, un courrier vient d'être adressé aux Formateurs et aux négociateurs de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les contacts pour l'action :

- Christine Mahy, secrétaire générale du RWLP 0498/448238 [c.mahy@rwlp.be](mailto:c.mahy@rwlp.be)
- Pierre Doyen, animateur au RWLP 0499/250268 [p.doyen@rwlp.be](mailto:p.doyen@rwlp.be)
- Bernard De Vos, Délégué général aux droits de l'enfant 02/223.36.99 [dgde@cfwb.be](mailto:dgde@cfwb.be)

**Voir le communiqué de presse ci-dessous.**

## COMMUNIQUÉ A LA PRESSE

**NE PLUS ATTENDRE, NE PLUS REPORTER LA QUESTION DE LA GRATUITÉ SCOLAIRE !**

**Plus de 50 associations, institutions et personnes réclament la mise à l'agenda politique immédiatement et soutiennent un large appel à signature.**

Le jeudi 12 juin vient de se tenir un colloque organisé par la Fondation Roi Baudouin concernant la pauvreté des enfants en Belgique, il serait plus correct de dire concernant le développement de la pauvreté durable et l'appauvrissement des enfants, en Belgique. Cela n'a pas pu échapper aux élus, la presse ayant largement relayé son contenu titrant entre autres « **420.000 enfants vivent sous le seuil de pauvreté en Belgique (...) Un enfant sur dix en Flandre, un sur quatre en Wallonie, quatre sur dix à Bruxelles (...)** ». Si la Flandre fait mieux, force est de constater que les chiffres sont en augmentation dans cette Région du pays aussi.

Une fois de plus, un public nombreux, composé principalement de professionnels et de militants, était là pour prendre la mesure de la gravité de la situation singulièrement en Wallonie et à Bruxelles. C'est sur base du travail réalisé par Anne-Catherine Guio, Franck Vandebroucke et Julie Vinck que la journée fut bâtie, permettant de souligner **l'importance d'agir structurellement sur ce fléau**. Loin de se limiter aux constats fatalistes, des propositions et pistes de travail furent énoncées. Il y va de la vie des enfants, des familles **et du potentiel de développement de Bruxelles et de la Wallonie**. Philippe Maystadt qui assurait la conclusion de la journée abonda dans ce sens.

Le 14 octobre 2013, trois jours avant la Journée mondiale de Lutte contre la Pauvreté, sortait le **Working Paper publié par l'IWEPS** qui établissait déjà une partie de ces constats alarmants.

Si les aspects structurels liés au logement, à la santé, à l'accès à la culture et aux loisirs, à l'accès à des emplois corrects, ou encore à l'accueil de la petite enfance nécessitent des politiques plus audacieuses, plus ciblées, plus rapides et ce, dans les deux Régions du pays pour enrayer l'appauvrissement, **la question de l'enseignement ressort comme un enjeu central**. Cela ne constitue plus une surprise pour personne. Le Conseil économique et social de Wallonie (CESW) a lui-même fait apparaître dans son mémorandum 2014-2019, la nécessité de s'intéresser à l'enseignement dès les premières années de la scolarité.

**Se refusant à en rester au stade des constats et souhaitant que les propositions des associations soient enfin prises en considération, un large panel d'acteurs sociétaux se fédèrent autour de la nécessaire réduction des coûts de la scolarité.**

Depuis longtemps, cet aspect est identifié par les familles comme l'un des éléments qui pourraient les soutenir dans leur rôle de parents et aider leurs enfants dans leur parcours scolaire. Cette priorité est relayée par bon nombre d'experts. Les coûts liés à la scolarité des enfants, de l'enseignement maternel aux études supérieures, sont très élevés en Fédération Wallonie-Bruxelles. Si cela a des conséquences immédiates sur le portefeuille du ménage, ce n'est pas sans conséquence sur la possible réussite de l'enfant.

**La non-gratuité scolaire pollue véritablement la relation triangulaire « parents-enfants-professionnels dans l'école » pourtant indispensable à une bonne accroche scolaire et à un trajet serein au sein de cette institution tellement essentielle.** En outre, les frais qu'engendrent la journée à l'école et l'année scolaire renforcent la stigmatisation, l'autocensure et la dépression familiale.

**Décider d'inscrire cette question à l'agenda politique, développer un plan stratégique cohérent et un phasage pour la décliner en actions concrètes ne relèvent en rien d'une utopie.** Depuis plusieurs années, la Flandre a fait le pas d'un plafond maximum à facturer pour les frais scolaires, plusieurs pays européens appliquent des formes diverses de gratuité. Les recommandations européennes sur la nécessité d'« Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité » vont dans le même sens. Il s'agit **de faire de l'enfant une priorité absolue**, sans quoi les bénéfices du développement régional ne pourront être engrangés. De nombreuses politiques sont nécessaires pour lutter contre les dégâts à court, moyen et long termes de la pauvreté des enfants et pour réellement investir en eux. **La lutte contre le coût prohibitif de l'école constitue un premier élément que les responsables politiques doivent réellement prendre à bras le corps.**

Si le fait de tendre vers la gratuité scolaire ne constitue pas le seul élément pour garantir que l'école réussisse avec tous et réduise ainsi les inégalités, elle en constitue toutefois un des éléments clés.

**C'est pourquoi, ensemble, nous demandons que les négociateurs intègrent dans les déclarations de politique régionale et communautaire ce chantier majeur pour la prochaine législature, à savoir la mise en place immédiate d'un groupe de travail qui réfléchira à la meilleure manière de procéder pour réduire les coûts de la scolarité. Il s'agit de tendre vers la gratuité, dans un cadre où les nécessaires marges budgétaires doivent être dégagées pour mener à bien cette politique essentielle. Plusieurs des associations et personnes signataires sont entièrement disposées à investir leurs compétences en la matière, davantage encore que ce qu'elles ont déjà fait.**

Ensemble, nous n'aurons de cesse tout au long de la législature, de veiller à ce que des décisions importantes soient prises en cette matière et soient appliquées.

#### **Les premiers signataires suivants :**

Le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté – Christine Mahy (secrétaire générale)  
La Ligue des Familles - Delphine Chabbert (directrice) ;  
Le Délégué Général aux Droits de l'Enfant - Bernard De Vos ;  
Le RIEPP (Réseau des initiatives Enfants-Parents-Professionnels)-Quentin Verniers, coordinateur ;  
L'Unicef Belgique - Yves Willemot (directeur général) ;  
L'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse (OEJAJ) - Michel Vandeckeere (coordinateur) ;  
Le Forum Bruxellois de lutte contre la pauvreté -Rocco Vitali (directeur) ;  
L'ASBL RTA (Réalisation, Téléformation et Animation) - Jean Blairon (directeur) ;  
L'ASBL Badje (Bruxelles Accueil et Développement pour la Jeunesse et l'Enfance) - Séverine Acerbis (directrice) ;  
La CODE (Coordination des ONG pour les droits de l'enfant)-Frédérique Van Houcke (coordinatrice) ;  
Les CEMEA (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education active)- Geoffroy Carly (directeur) ;  
Amnesty International - Philippe Hensmans (directeur général) ;  
Le PAC (Présence et Action culturelle)-Yanic Samzun (secrétaire général) ;  
Le Cépag (centre d'éducation populaire André Genot) - Anne-Marie Andrusyszyn (directrice) ;  
Le CAL (Centre d'Action laïque) - Henri Bartholomeeusen (président) ;

Le MOC (Mouvement Ouvrier chrétien) - Christian Kunsch (président) ;  
 L'UFAPEC (Union francophone des Associations des Parents d'Enseignement catholique)-Bernard Hubien (secrétaire général) ;  
 La FAPEO (Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement officiel) - Luc Pirson (président) ;  
 Le CGé (Changement pour l'Égalité) - Anne Chevalier (secrétaire générale) ;  
 L'Aped (Appel pour une Ecole démocratique)- Jean-Pierre Kerckhofs (président) ;  
 L'ASBL TDA/H Belgique (Trouble déficitaire de l'Attention avec ou sans Hyperactivité) - Pascale De Coster (directrice) ;  
 AtMOsphères AMO, Service d'Aide en Milieu Ouvert - Boutaffala Khaled (directeur) ;  
 Fédération Luttés Solidarités Travail - Luc Lefèbvre (militant) ;  
 Service Droit des Jeunes Bruxelles - Christelle Trifaux (directrice) ;  
 Re-Rources Enfances asbl - Lucia Pereira (responsable de formations) ;  
 L'association Française Dolto – Michelle Christophe (Présidente) ;  
 Le Centre Psycho-Médico-Social libre de Bruxelles-Sud - Myriam GABRIEL (directrice) ;  
 La Ligue des Droits de l'Enfant - Jean-Pierre Coenen (président) ;  
 Défense des enfants International Belgique (DEI) - Benoit Van Keirsbilck (directeur) ;  
 Médecins du Monde - Pierre Verbeeren (directeur général) ;  
 Traces de rue, (Fédération francophone des travailleurs sociaux de rue) - Véronique Martin (coordinatrice) ;  
 Dynamo International - Edwin de boevé (directeur) ;  
 Le Réseau Solidarité Asbl - Simon Niset (coordinateur) ;  
 La Ligue des droits de l'Homme - Véronique van der Plancke, (Vice-présidente), Collaboratrice scientifique au sein de l'Institut pour la recherche interdisciplinaire en sciences juridiques, JURI, UCL ;  
 Fonds Houtman (ONE) - Claudia Camut (présidente) et Marc Vaincel (administrateur général) ;  
 Institut Destrée - Philippe Destatte (directeur général) ;  
 Equipes Populaires - Christine Steinbach (présidente) ;  
 C-paje (Collectif pour la promotion de l'animation jeunesse-enfance) - Semra Umay (directrice) ;  
 Comité des élèves francophones (CEF) - Logan Verhoeven (président)  
 Oxygène, AMO, Véronique Couture  
 La Teignouse, Sébastien Hardy, Directeur  
 La Cité de l'enfance, Alberto Mulas, Directeur  
 Cemo asbl, Olivier Gatti, Directeur  
 Sos Jeunes, Quartier Libre, Fatimi Zaitouni, Directrice  
 Culture et démocratie, Baptiste De Reymaeker, Coordinateur  
 Fédération des CPAS, Christophe Ernotte  
 Fédération des Maisons de Jeunes en Belgique Francophone, Antoinette Corongiu,  
 Domino Lafontaine, Christine Longrée, secrétaire générale  
 Vivre Ensemble Education, Jean-Paul Chaballe, Directeur,

Anne-Catherine Guio, Institut de recherche CEPS/INSTEAD (LU) ;  
 Eric Marlier, Institut de recherche CEPS/INSTEAD (LU) ;  
 Willy Lahaye, Professeur, Président du Centre de Recherche en Inclusion Sociale (CeRIS), Université de Mons ;  
 Idesbald Nicaise, Professeur, K.U. Leuven ;  
 Xavier Dumay, Professeur en sciences de l'éducation, UCL ;  
 Marie Verhoeven, Professeure de sociologie et chercheur au GIRSEF/IACCHOS, UCL ;  
 Eric Mangez, Sociologue, UCL ;  
 Vincent Dupriez, Professeur en science de l'éducation, UCL ;

Ariane Baye, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'éducation, Service d'Analyse et d'Intervention dans les domaines du Décrochage et de l'Exclusion, ULg ;  
Marie-Thérèse Casman, Sociologue de la Famille, ULg ;  
Laurent Nisen, Sociologue, Panel Démographie Familiale, ULg ;  
Pierre Verjans, Citoyen-Politologue à l'ULg ;  
Patricia Schillings, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education, ULg ;  
Dominique Lafontaine, Professeure, Présidente du Département Education et formation Directrice du service Analyse des systèmes et des pratiques d'enseignement, ULg ;  
Florence Pirard, Chargée de cours Unité PERF (Professionnalisation en Education: Recherche et Formation) ;  
Marc Jacquemain, sociologue, ULg ;  
Marcel Crahay, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Université de Genève et de Liège ;  
Yves Robaey, formateur d'enseignant en Haute Ecole ;  
Pascale Jamoulle, Anthropologue, chargée de cours, CERIS (Centre de recherche en inclusion sociale)/UMons LAAP (Laboratoire d'anthropologie prospective)/ UCL ;  
Danièle Meulders, Professeure au Département d'Economie appliquée, ULB ;  
Abraham Franssen, professeur, Université Saint-Louis Bruxelles ;  
Henri Wittorski, Parent d'élèves ;  
Myriam Saduis, Metteur en scène.  
Paul Vandenabeele, Journaliste, La DH  
Raymond Kestemont, Employé  
Jacques Liesenborghs, ancien sénateur  
Anne Collet, Conseillère pédagogique  
Marie-Thérèse Broze, administratrice CAL  
Luc Peeters, conseiller communal, SPA

**POUR SIGNER, ENVOYEZ VOS COORDONNÉES À [m.collard@rwlp.be](mailto:m.collard@rwlp.be) :**

- **Pour les associations : nom de l'association, personne habilitée à signer et fonction**
- **Pour les personnes : prénom, nom, fonction ou rôle dans la société**



Wallonie



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES